

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, en hommage aux anciens combattants de la Libération de Paris d'août 1944 et notamment à ceux issus de la police, à Paris le 25 août 2009.

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président du Sénat,
Messieurs et Mesdames les ministres
Monsieur le maire de Paris,
Mesdames et Messieurs,

Ici même, il y a 65 ans, le général LECLERC recevait la reddition des troupes d'occupation, assisté des représentants de la résistance, Henry ROL-TANGUY, Maurice KRIEGEL-VALRIMONT et Jacques CHABAN-DELMAS.

Ici même, il y a 65 ans, le Général DE GAULLE, tout juste arrivé par la Gare Montparnasse et avant de se rendre à l'Hôtel de Ville, avait choisi de faire étape pour prononcer son premier discours à Paris, un Paris enfin délivré du joug humiliant de l'occupant.

Ici même, il y a 65 ans, pour la première fois depuis quatre ans, le drapeau français flottait sur un édifice parisien.

Au terme d'âpres combats, Paris, galvanisé par le formidable espoir déferlant sur le sol national depuis les plages de Normandie et de Provence, Paris s'était libéré. La France, la République rentraient chez elles, dans leur capitale érigée, grâce au courage et à la volonté des Parisiens, en symbole de l'Europe se libérant de la barbarie nazie.

Cette victoire était celle de tout un peuple, la victoire de la France surmontant ses divisions pour retrouver les valeurs auxquelles elle n'aurait jamais dû renoncer, des valeurs qui avaient commencé à être forgées, ici, à Paris, pendant la Révolution française. C'est avec ces principes et ces valeurs, proclamant l'égalité des hommes, que dans un déchaînement de folie meurtrière, les nazis avaient prétendu rompre. Et c'est à la faveur du traumatisme indicible de la défaite de mai 1940 que le régime de Vichy leur avait lâchement emboîté le pas, en s'engageant sur la voie de la honte, du déshonneur, avant de sombrer définitivement dans les ténèbres de la collaboration.

Paris libéré, c'est la France qui remporte une victoire non seulement contre l'armée d'occupation, mais aussi sur elle-même. Une victoire morale qui, sous l'impulsion visionnaire et salutaire du Général de Gaulle, allait décider de la place et de l'avenir de notre pays dans le monde contemporain.

En cette année de commémoration du 65ème anniversaire de la Libération du territoire national, il était important pour moi d'être présent parmi vous aujourd'hui. Car s'il est bien une Libération qui a une valeur symbolique entre toutes, c'est celle de Paris, devenue récompense et aboutissement de tous les efforts. Écoutons l'homme du 18 juin : « c'est par là que prirent soudain leur sens et leur valeur tant d'épreuves endurées par tous ceux et toutes celles qui avaient résolu de ne point écouter la voix de l'abandon, tant de martyres subis pour la France au fond des cachots ou aux poteaux d'exécution. C'est par là qu'apparut l'efficacité de l'effort mené depuis juin 1940 avec le but de maintenir la France dans la guerre pour lui sauver son honneur, avec le but de rassembler le pays dans la volonté de vaincre pour lui conserver son unité, avec le but de refaire peu à peu sa puissance pour lui assurer son avenir. »

... de France pour le peuple et pour les personnes pour les assurer son avenir...

La Libération de Paris, c'est donc bien la victoire de la volonté nationale guidée par la conviction politique que rassemblée, déterminée, la France a en elle les ressources pour forcer le cours du destin.

La Libération de Paris, c'est le refus de la fatalité.

La Libération de Paris, c'est l'exemple d'un pays qui, à l'heure des plus grands défis, rejette le sectarisme et s'efforce de mobiliser tous ses talents parce que justement l'essentiel est en jeu.

La Libération de Paris, c'est l'aube d'une ère nouvelle où les nations rassemblées décident que rien ne devra plus être comme avant, que le monde doit s'organiser pour éviter la répétition des erreurs et des abominations du passé, que les progrès du multilatéralisme et les principes démocratiques constituent les meilleures garanties pour la paix et la prospérité. A partir de là une ère nouvelle dans le monde arrive, c'est l'ONU, ce sont les accords de Bretton Woods. Une ère nouvelle en Europe, c'est la réconciliation franco-allemande et la construction européenne. Et une ère nouvelle en France, c'est la mise en oeuvre du programme économique et social du Conseil National de la Résistance, l'égalité entre les hommes et les femmes, le préambule de la Constitution de 1946 et la création de la Sécurité Sociale.

Tout ce que signifie la Libération de Paris, ce sursaut d'intelligence et de volonté collectives, cette ambition farouche de penser et de construire l'avenir pour qu'il redevienne une promesse, tout cela nous oblige. Au moment où le monde, et avec lui l'Europe et la France, doivent à nouveau relever des défis considérables, pour refonder la gouvernance mondiale, pour rénover en profondeur un système économique et financier disqualifié par une crise sans précédent, pour jeter les bases d'un développement respectueux des équilibres écologiques vitaux pour la planète. Eh bien, nous n'avons pas d'autres choix que de nous montrer dignes de cet héritage que représente la Libération de Paris. Une nouvelle fois, la préparation de l'avenir ne peut plus se satisfaire des principes et des règles de l'ordre ancien. Chaque nation, chaque gouvernement est aujourd'hui face à ses responsabilités. La France est plus que jamais déterminée à assumer les siennes pour favoriser l'avènement en lien avec ses partenaires de ce monde nouveau que la France appelle de ses vœux.

Si j'ai tenu à être à vos côtés aujourd'hui, c'est également pour rendre hommage au rôle essentiel joué par la police dans la Libération de Paris et le retour de la légalité républicaine.

Dans cette préfecture de police, transformée depuis le 19 août en forteresse névralgique de l'insurrection parisienne, les policiers apportaient une contribution décisive à la victoire finale. Avec la Libération de Paris, c'est l'ensemble de la police parisienne qui bascule dans la résistance active. Cette réalité a souvent été occultée par le concours apporté par les forces de l'ordre aux sinistres besognes de l'occupant, secondé avec un zèle ignoble par l'administration de Vichy : la résistance compte pourtant dans ses rangs des fonctionnaires de police depuis les débuts de l'Occupation.

Des réseaux s'organisaient, se développaient dans la police parisienne. Nous n'avons pas oublié leurs noms : « honneur de la police », « police et patrie ». Ils ont pour chefs Peltier, Fournet, Ribière, Straumann, Lamboley, Priou-Valjean ou Lefranc. Ces policiers doivent donner le change à leurs collègues, à leur hiérarchie, à l'occupant, tout en agissant pour soutenir la Résistance et préparer l'arrivée des troupes alliées. Bien sûr, à l'image de leurs compatriotes, ils sont jusqu'à la Libération une minorité mais ils prennent des risques immenses. Ils peuvent tomber sous les balles d'autres policiers et des forces d'occupation. Ils peuvent servir de cibles à d'autres résistants qui ignorent leur engagement.

Dans la terrible tourmente de l'époque, alors que tous les repères s'effondraient dans un pays soumis à une armée d'occupation étrangère, alors que beaucoup de policiers ne pouvaient qu'être déchirés entre leur éthique de loyauté, de discipline et le devoir de désobéissance à un régime et des principes de gouvernement radicalement opposés à la République et à la démocratie, les policiers qui ont trouvé très tôt le courage d'entrer en résistance en prenant tous les risques forcent l'admiration. C'est mon devoir de Chef de l'État que de leur rendre hommage. Je m'incline aujourd'hui devant leur mémoire. Nombre d'entre eux sont morts en déportation, ont été exécutés ou tués au combat.

Fonctionnaires de la préfecture de police de Paris, soyez donc fiers de votre uniforme et de la fourragère rouge que vous portez. Symbole de la Légion d'Honneur remise à la préfecture de police en octobre 1944, elle témoigne de la bravoure et du sacrifice de vos aînés.

Il y a enfin le courage des soldats français de la 2ème DB fonçant sur Paris. En déclenchant l'insurrection, la résistance bouleverse le cours des opérations planifiées par les Alliés.

« La France qui avait refusé de cesser le feu retrouvait la France de l'intérieur, celle qui avait refusé de courber le front ».

Aujourd'hui, au nom de la Nation, je veux rendre hommage aux héros de ces journées, pour la plupart anonymes, citoyens de Paris, résistants, policiers, soldats.

Ce que nous enseigne leur sacrifice, c'est qu'il n'y a pas d'autre chemin pour la France que la fidélité à l'idéal républicain et aux valeurs démocratiques, qu'il n'y a de fatalité, qu'au-delà de l'amour de la France et d'une conception intransigeante de la dignité humaine, ce qu'avaient tous ces hommes et toutes ces femmes en partage, c'est le refus de subir, c'est le refus d'accepter l'inacceptable.

Les circonstances que nous vivons ne sont heureusement plus aussi extrêmes. Mais cela ne fait qu'accroître le degré d'exigence qui s'impose à tous ceux qui ont fait le choix de se mettre au service de la République et de l'Etat, quelles que soient nos opinions partisans par ailleurs. Et quelle mission plus fondamentale que celle qui consiste à assurer la sécurité des Français, à protéger les victimes de leurs bourreaux, à mettre hors d'état de nuire les délinquants et les criminels, à seconder la justice pour qu'elle leur applique les sanctions et les peines prévues par la loi.

Policiers de France, vous êtes en charge du premier des droits de notre République, la sécurité. La sécurité est un droit. Cela exige de la part de chacune et de chacun d'entre vous un engagement et une détermination sans faille. Je le dis au ministre de l'Intérieur, vous pouvez compter sur mon soutien total. La lutte contre l'insécurité sous toutes ses formes est une priorité absolue de l'action du gouvernement de François FILLON. Depuis 2002, grâce à une volonté politique inébranlable, grâce aux progrès de la législation et des moyens mis à votre disposition, grâce à votre travail et à votre implication, nous avons renversé la tendance à l'augmentation ininterrompue de la délinquance. Elle a reculé dans des proportions sans précédent.

Nul n'est mieux placé que vous, Policiers de France, pour savoir que c'est là un combat permanent qui requiert une adaptation constante. Nous n'avons pas le droit de nous reposer sur nos acquis. Nous vous avons donné des moyens, nous avons prévu l'instauration des peines planchers, nous avons rassemblé au sein du ministère de l'Intérieur l'ensemble des forces de sécurité. Le Parlement a adopté une loi sur les bandes, nous venons de créer en région parisienne une police d'agglomération placée sous la direction du Préfet de police, nous allons accélérer, dans un mouvement sans précédent, l'installation de la vidéosurveillance. Et votre ministre présentera un projet de loi d'orientation et de programmation sur la sécurité intérieure. Et s'il faut envisager d'autres innovations pour améliorer l'efficacité de votre action, eh bien nous le ferons.

Mais l'idée que je me fais de la police républicaine, c'est bien sûr une police au service des lois de la République, une police dont les fonctionnaires doivent avoir un comportement exemplaire et irréprochable en tous lieux et en toutes circonstances. Et c'est une police efficace, et l'efficacité se juge aux résultats. Votre mission est claire, faire reculer l'insécurité, être du côté des victimes. C'est votre devoir. Je ne transigerai jamais avec cet objectif. Ce n'est pas facile, vous rencontrerez beaucoup d'obstacles mais c'est ce que nos compatriotes attendent de vous. Et je vous le dis en conclusion, faire votre devoir, obtenir des résultats, c'est votre façon d'honorer la mémoire des policiers qui, il y a 65 ans, se sont battus pour libérer Paris, pour mettre fin à l'arbitraire, pour permettre le rétablissement de la légalité républicaine. Parce que c'est la République qui protège, et vous êtes la force républicaine. J'ai confiance en vous. Il est sans doute peu de métiers plus difficiles que le vôtre. Sachez que vous êtes soutenus par le gouvernement et par les Français, mais il n'y a pas d'autre solution qu'une mobilisation de tous les instants.

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le maire de Paris,

Je pense que tous ensemble nous nous reconnaissons dans ces deux phrases :

Vive la République !

Vive la France !